



Assemblée générale

Distr. générale
27 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa soixantième session, 2-6 mai 2011

N° 17/2011 (Arabie saoudite)

Communication adressée au Gouvernement le 6 décembre 2010

Concernant: Abdulrahim Ali Abdullah Al-Murbati

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. L'affaire résumée ci-après a été signalée par la source au Groupe de travail sur la détention arbitraire comme suit: Abdulrahim Ali Abdullah Al-Murbati est un ressortissant bahreïnien, né le 28 décembre 1960, qui réside habituellement avec sa femme et ses cinq enfants à Madinat'Isa, à Bahreïn. C'est un homme d'affaires qui a d'étroits liens commerciaux avec l'Arabie saoudite. Sa résidence secondaire se trouve à Médine, en Arabie saoudite.

4. Le 22 août 2003, M. Al-Murbati a été appréhendé par des agents de la Police d'investigation saoudienne (Al-Mabahith Al-Amma), alors qu'il se trouvait dans sa résidence secondaire, à Médine.

5. Sa famille a dû attendre décembre 2003 pour obtenir des informations sur son sort. Elle a appris, d'après la source, qu'il avait été incarcéré dans la prison de Ruwais, près de Jeddah, puis transféré dans la prison d'Alisha, dans les environs de Riyad. C'est dans cet établissement qu'elle a pu lui rendre une première visite.

6. Selon les informations reçues, au cours de ses premiers mois en prison, M. Al-Murbati a été torturé et détenu dans des conditions inhumaines, dans une cellule d'isolement froide et éclairée vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il a reçu, à maintes reprises, des coups de câble électrique sur la plante des pieds et dans le dos. Les interrogatoires portaient sur ses activités au service d'une organisation humanitaire qui avait soutenu les réfugiés en Afghanistan pendant l'occupation soviétique des années 1980. D'après la source, les forces de sécurité jugeaient suspects les liens de M. Al-Murbati avec cette organisation, alors même que celle-ci mène ses activités avec le soutien du Gouvernement saoudien.

7. D'après les renseignements communiqués par la source, M. Al-Murbati a fait l'objet de plusieurs transfèrements d'une prison à une autre. Le 6 juin 2008, les autorités saoudiennes ont informé l'ambassade de Bahreïn en Arabie saoudite, dont M. Al-Murbati et sa famille avaient sollicité l'intervention, qu'elles ne reconnaissaient plus la détention de M. Al-Murbati. De juin à octobre 2008, la famille de M. Al-Murbati n'a plus eu aucune information sur son sort.

8. Selon la source, M. Al-Murbati est actuellement incarcéré dans la prison de Dammam. En raison de graves problèmes de santé, il a dû recevoir des soins pendant un mois à l'hôpital de Dammam, dans le service réservé aux prisonniers. D'après les informations reçues, il a perdu plus de 50 kilos en détention, soit près de la moitié de son poids. Sa famille est maintenant régulièrement en contact avec lui. Cependant, elle est toujours confrontée à des difficultés financières, car il était le principal soutien de famille.

9. Malgré les efforts déployés par la famille de M. Al-Murbati en vue d'engager un avocat pour préparer une défense en bonne et due forme, M. Al-Murbati n'a toujours pas pu

bénéficier de l'assistance d'un conseil; il n'a pas non plus été présenté à un juge et n'a pas eu la possibilité de contester la légalité de sa détention.

10. La source ajoute que d'août à décembre 2003 et de juin à octobre 2008, le sort de M. Al-Murbati était inconnu; aucun mandat ne lui a été présenté lors de son arrestation et durant ses sept années de détention, il n'a jamais été informé des charges retenues contre lui. La source fait valoir que cela est contraire au droit saoudien, et notamment à l'article 36 de la Loi fondamentale de gouvernance, en vertu duquel «l'État doit assurer la sécurité de tous les citoyens et de toutes les personnes résidant sur son territoire. Nul ne peut être interné, arrêté ou emprisonné si ce n'est en application des dispositions prévues par la loi». L'article 35 du Code de procédure pénale (décret royal n° M/39) dispose également que «nul ne peut être arrêté ou placé en détention si ce n'est en vertu d'un ordre émanant d'une autorité compétente». Ce second article précise aussi que «toute personne arrêtée ou placée en détention (...) doit également être informée des motifs de sa privation de liberté...», ce qui n'a pas été le cas pour M. Al-Murbati.

11. Selon les renseignements communiqués, M. Al-Murbati n'a pas été jugé et n'a pas été informé de la durée de sa détention. Cela n'est pas conforme au droit interne saoudien. En effet, en vertu de l'article 3 du Code de procédure pénale, «aucune peine ne peut être imposée à quiconque si ce n'est pour sanctionner un acte interdit et puni par la loi (...) et après condamnation en application d'un jugement définitif rendu à l'issue d'un procès mené de façon conforme aux principes de la charia». De plus, l'article 2 du Code de procédure pénale dispose que «la période de détention (...) doit correspondre à la durée fixée par l'autorité compétente».

12. La source ajoute que l'article 114 du Code de procédure pénale prévoit que si le prévenu doit être privé de liberté, la garde à vue doit être fixée au maximum à une période de cinq jours, renouvelable, et la détention avant jugement ne doit pas excéder six mois au total. En conséquence, M. Al-Murbati devrait être «directement déféré au tribunal compétent ou (...) remis en liberté».

13. La source fait également valoir que la détention de M. Al-Murbati est contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. M. Al-Murbati n'a pas eu la possibilité de contester la légalité de sa détention devant un tribunal compétent et n'a pas pu bénéficier des services d'un avocat.

Réponse du Gouvernement

14. Le Groupe de travail a transmis une communication au Gouvernement le 6 décembre 2010 et regrette qu'aucune réponse ne lui ait été adressée dans le délai prévu de quatre-vingt-dix jours. Le Gouvernement n'a pas non plus demandé de report du délai au Groupe de travail, comme les paragraphes 15 et 16 de ses méthodes de travail en prévoient la possibilité.

Délibération

15. Malgré l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail, sur la base des informations communiquées, considère qu'il est en mesure de rendre son avis sur l'arrestation et la détention de M. Al-Murbati conformément au paragraphe 16 de ses méthodes de travail.

16. Les allégations de la source, auxquelles il est regrettable que le Gouvernement n'ait pas répondu, font état de faits constitutifs d'un ensemble de violations persistantes des droits de l'homme, notamment du droit de ne pas être arrêté sans mandat, d'être présenté à un juge dans un délai établi, d'être informé des faits reprochés tant au moment de l'arrestation que du placement en détention, de bénéficier de l'assistance d'un avocat et d'être jugé équitablement dans un délai raisonnable. À cela s'ajoute, dans la présente

affaire, la violation que constitue la privation de contact avec la famille à deux reprises pendant les sept années de détention (d'août à décembre 2003 puis de juin à octobre 2008). Il ressort des informations communiquées que M. Al-Murbati a été privé des droits mentionnés ci-dessus et est maintenu en détention alors qu'il est en mauvaise santé et n'a pas été informé des motifs de sa privation de liberté ni de sa durée.

17. Il convient également de rappeler au Gouvernement saoudien qu'il existe certains grands principes de base pour le traitement des détenus, notamment le droit de ne pas être maltraité, torturé ou détenu à l'isolement dans une cellule glaciale, ainsi que le droit de bénéficier de soins médicaux en cas de maladie.

18. Le Groupe de travail note avec préoccupation que le maintien en détention de M. Al-Murbati et les actes de torture qu'il aurait subis ont entraîné une dégradation de son état de santé et ont mis en danger, au-delà de sa santé et de son bien-être, sa vie elle-même. Aussi, le Groupe de travail rappelle son avis n° 25/2007 (Australie) sur la santé des détenus. Il rappelle au Gouvernement saoudien les obligations juridiques qui sont les siennes en sa qualité d'État partie à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il rappelle également le paragraphe 1 du principe 11 et le principe 32 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, adopté par l'Assemblée générale (résolution 43/173 du 9 décembre 1988, annexe).

19. Le Groupe de travail relève que la présente affaire n'est pas un cas isolé. Comme il a été démontré dans des avis rendus précédemment par le Groupe de travail, notamment les avis n°s 36/2008, 37/2008, 22/2008, 21/2009, 2/2011, 10/2011 et 11/2011, un grand nombre de personnes ont été arrêtées et placées en détention sans mandat, n'ont pas été déférées à un magistrat dans les délais prévus, n'ont pas pu bénéficier des services d'un avocat et n'ont pas été jugées. Il a été rapporté que les interrogatoires et actes de torture dont M. Al-Murbati a fait l'objet visaient à lui arracher des informations sur ses liens avec une organisation humanitaire. Si elles le soupçonnaient d'avoir des relations illégales avec certaines personnes, les autorités avaient la possibilité d'inculper M. Al-Murbati, de le traduire en justice et de suivre la procédure prévue par la loi au lieu de le placer en détention pour une période illimitée. Maintenir des personnes en détention pendant des périodes aussi longues et sans perspective de recours est inacceptable au regard du droit, interne comme international.

Avis et recommandations

20. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Al-Murbati est arbitraire et relève des catégories I et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail, en ce qu'elle est dénuée de fondement légal et contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

21. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement saoudien de libérer M. Al-Murbati immédiatement et de prendre les mesures nécessaires pour rendre sa situation compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

22. En particulier, le Groupe de travail engage le Gouvernement à se préoccuper de toute urgence de l'état de santé de M. Al-Murbati et à faire le nécessaire pour qu'il bénéficie des soins médicaux qui lui sont nécessaires.

23. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'accorder des réparations adaptées à M. Al-Murbati et à sa famille.

24. Le Groupe de travail invite le Gouvernement saoudien à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 5 mai 2011]
